

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p. 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité
ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2189 - 16 juillet 2010 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

Gouvernement et milieux d'affaires

Une politique au service des riches !

Crise, chômage, inégalités

**Le 14 juillet est
vraiment à refaire...**

p. 2 et 3



SOMMAIRE

Leur société

p. 4 ■ Les collectivités locales appelées à réduire leur personnel

■ Le PS et les retraites

■ Chatel et les suppressions de postes

■ L'UMP et la liberté d'entreprendre

p. 5 ■ Sarkozy à la télévision :

- sur les retraites

-sur le bouclier fiscal

- sur l'absentéisme scolaire

Dans le monde

p. 6/7 ■ Espagne : les travailleurs du métro de Madrid en grève

■ Italie : Berlusconi et la Mafia

■ Gaza : le rapport sur les morts de la flottille

■ Haïti : six mois après le séisme

■ Menace de famine au Sahel

Il y a 70 ans

p. 8 ■ Juillet 1940 : le vote des pleins pouvoirs à Pétain

Dans les entreprises

p. 9 ■ Hôpitaux publics :

- La disparition des conseils d'administration

- Hôpital de Guéret (Creuse)

- Hôpital de Brive-la-Gaillarde

p. 10 ■ Thomson Technicolor – Rennes

■ Faurecia – Saint-Nicolas-de-Redon (Loire-Atlantique)

■ Durisotti – Sallaumines (Pas-de-Calais)

■ Sodimédical – Plancy-l'Abbaye (Aube)

p. 11 ■ Soitec – Bernin (Isère)

■ Heuliez – Cerizay (Deux-Sèvres)

■ AXA Life (Royaume-Uni)

■ Hispano-Suiza – Colombes (Hauts-de-Seine)

Lutte Ouvrière à votre rencontre

p. 12 ■ Les villes-étapes.

• Défilé du 14 juillet

Assassins de toutes les armées...

Après avoir invité à déjeuner les chefs d’État de treize anciennes colonies africaines, du Tchad au Congo en passant par le Sénégal et le Gabon, Sarkozy se vante d’avoir voulu mettre à l’honneur leurs armées en les associant au défilé du 14 juillet sur les Champs-Élysées.

Comme l’ont dénoncé nombre d’organisations africaines et françaises, il s’agissait pour le gouvernement, non pas de célébrer le cinquantenaire des

indépendances en Afrique, mais de réaffirmer ses liens avec les réseaux de la France-Afrique. Fussent-ils constitués de dictateurs, de putschistes ou de chefs d’État corrompus, responsables pour certains du massacre d’une partie de leur population, ou de s’être rendus complices d’assassinats d’opposants politiques.

Dans ces pays, que les groupes français ont exploités sans retenue durant des décennies de domination

coloniale, les intérêts de Bol-loré, Areva et Bouygues n’ont que faire de la pauvreté et des droits des populations autochtones.

Face à ceux qui lui repro-chaient également d’avoir fait défiler « *des troupes dirigées par des criminels* », l’Élysée a tenté de se défendre en affir-mant, sans rire, que « *tous les contrôles ont été faits pour éviter que défilent des personnes qui font l’objet de poursuites* ».

Il est vrai qu’aux côtés des légionnaires et des parachu-tistes français, dont les régi-ments se sont si bien illustrés dans les guerres coloniales, notamment par la torture et les massacres de popu-lations, et qui continuent à faire tant de victimes au nom des accords de coopé-ration militaire, les assassins en uniforme d’un Bongo ou d’un Sassou N’Guesso ne dépareraient pas beaucoup !

Roger MEYNIER

• Le Tour de France

Au bonheur d’Amaury

Le Mondial de football est fini, mais le Tour de France est sur route. C’est que, quels que soient le vainqueur et les perdants, l’épreuve est une valeur sûre sur le plan financier. Retransmis dans 166 pays, le Tour est la 3^e compétition spor-tive la plus regardée au monde, après les Jeux Olympiques et la Coupe du monde de foot-ball. Autant dire que le groupe Amaury (*Aujourd’hui-Le Pari-sien, L’Équipe*, le rallye Dakar, le Marathon de Paris, etc.), qui possède la Société du Tour de France, tient à ce fromage, dont le taux de profit (20 %) défie toute concurrence. 22 équipes cyclistes sponsorisées par de grandes entreprises, 160 véhi-cules de caravane publicitaire, 200 coureurs-sandwiches, de coûteuses minutes de publi-cité télévisée : tous les ingréd-ients sont réunis pour que la machine à fric tourne à plein régime.

Les amateurs de la « pure-té » sportive repasseront. À la

suite de soupçons sur un vélo trafiqué avec un petit moteur électrique, on en est à passer certains vélos au scanner ! Et si ce ne sont pas les cycles qui sont trafiqués, ce sont les cy-clistes. Les affaires de dopage se suivent et se ressemblent. Les principaux champions ont été pris la main dans le sac ou ont avoué s’être dopés. Lance Armstrong, septuple vainqueur du Tour, continue de nier, mais les témoignages d’anciens coé-quipiers se multiplient, à en donner la nausée : EPO, hor-mones de croissance, patches de testostérone, transfusions sanguines, etc. En 2009, le retour du cycliste américain avait été organisé par Amaury, pour soutenir des audiences un peu flageolantes –les sponsors s’inquiètent en effet moins du dopage que du vieillissement du public ! Cette année, les em-pêcheurs de tourner en rond ont été écartés : l’Agence fran-çaise de lutte contre le dopage, qui avait décelé quelques dopés,

ne pourra réaliser de contrôles.

Quant aux coureurs eux-mêmes – les « forçats de la route » dont parlait déjà Albert Londres en 1924 – ce sont de véritables chevaux de course roulant pour des écuries. Leur espérance de vie sera diminuée par le dopage ? Peu importe !

Du moment que spectateurs et téléspectateurs admirent leurs efforts, la famille Amaury, 127^e fortune de France, sait que les tours de pédale se transfor-me-ront en or, et qu’au finish des Champs-Élysées elle empoche-ra le pactole !

Michel BONDELET

Sur le site Internet de Lutte Ouvrière

Abonnez-vous gratuitement à la lettre d’information de Lutte Ouvrière

Sur la page nationale et sur les pages régionales de notre site, vous pouvez désormais vous inscrire à notre liste de diffusion, qui vous permettra d’être informé chaque semaine de l’actualité de Lutte Ouvrière : éditorial, brèves, passages de nos camarades dans votre région, réunions publiques à venir, manifestations... Si vous vous abonnez, la lettre de diffusion (nationale ou régionale) vous sera envoyée par mail chaque semaine.

www.lutte-ouvriere.org

Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande			

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste)

membre de l’Union Communiste Internationaliste

L’Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu’organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l’humanité menacée par les crises, l’épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l’anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l’égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n’ont aucun intérêt personnel au maintien de l’actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l’État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n’ont pas de patrie et qu’un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s’affirment trotskystes, du nom du compa-gnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n’avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d’Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 – 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. – Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d’Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d’Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière l’hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière multimédia (télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière audio

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 12 juillet

Préparer le 14 juillet des travailleurs



Malgré tous les discours gouvernementaux sur la nécessité de faire des économies, Sarkozy a maintenu le coûteux défilé militaire du 14 juillet sur les Champs-Élysées, où l'armée française des guerres coloniales perdues paradera en compagnie des armées des dictatures africaines qui veillent là-bas sur le maintien de l'ordre néo-colonial. En maintenant ce défilé, Sarkozy a suivi la pratique de tous les gouvernements qui se sont succédé

depuis que le 14 juillet a été proclamé « fête nationale ».

C'est une tradition d'autant plus curieuse que, lors de la prise de la Bastille, dont on prétend ainsi commémorer l'anniversaire, l'armée n'était évidemment pas du côté des insurgés, mais a ouvert le feu contre eux.

Mais quitte à commémorer, à travers l'anniversaire de cette journée, la vague révolutionnaire qui à partir du printemps 1789 a secoué les campagnes et les villes de France, autant en tirer les vraies leçons.

Les artisans et les ouvriers parisiens qui ont jeté à bas ce symbole de l'oppression avaient pris conscience que, même si la noblesse représentait une riche clientèle, ils pouvaient vivre de leur travail sans faire des courbettes devant ces messieurs.

Dans les campagnes, les paysans avaient pris conscience que c'est eux qui nourrissaient tout le pays, pas les seigneurs, qu'ils pouvaient se passer de ces nobles qui vivaient sur leur dos, et que tous les discours sur le rôle irremplaçable des propriétaires fonciers qui leur donnaient, à ce qu'ils prétendaient, du travail n'étaient que des mensonges éhontés.

Et quand, après la prise de la Bastille, la plupart des nobles prirent un à un le chemin, non pas de la Suisse, mais de Coblenz, dans l'Empire germanique, les hommes que la vague révolutionnaire avait portés au pouvoir en France ne tentèrent pas de les faire revenir en leur faisant des concessions, des cadeaux. Ils les exproprièrent purement et simplement, et firent de leurs possessions des « biens nationaux ».

C'est de cela que les travailleurs d'aujourd'hui doivent s'inspirer. Tous les discours sur les patrons qui seraient nécessaires pour « donner du travail » aux ouvriers et aux employés, sur le « il faut bien qu'il y ait des riches » pour

que la machine économique puisse fonctionner, ne sont faits que pour justifier l'existence de cette petite couche de parasites qui vivent de l'exploitation de la grande majorité de la population.

Loin de s'atténuer avec le temps, le caractère parasitaire du système capitaliste ne fait que s'aggraver. Même si tous les partis de gouvernement, tous les commentateurs et les économistes au service de la bourgeoisie prétendent qu'il est le meilleur possible. Ils nous mentent.

Les richesses que les possédants retirent de l'exploitation de millions de travailleurs, ils ne les réinvestissent pas dans la production de biens utiles à la population. Ils les jouent au casino de la Bourse, dans des spéculations dont ils espèrent tirer plus de profits, plus vite, prêts pour cela à ruiner la société. Pourquoi y renonceraient-ils, puisque l'État est là pour les soutenir, pour arroser les banques quand la faillite les menace à ce petit jeu, quitte à laisser à l'abandon les services publics, santé, enseignement, transports, pourtant indispensables à la population ?

C'est un système qu'on ne peut ni réguler ni améliorer. Pour le monde du travail, il n'y a pas d'autre voie, pour assurer son avenir et celui de ses enfants, que de se préparer à le mettre à bas, à le remplacer par un système économique qui ne sera pas régi par la course au profit individuel et dont la finalité ne sera pas d'enrichir une petite minorité au détriment de la grande masse de la population, mais de satisfaire les besoins de tous.

Il faut mettre un terme à la véritable dictature que les grands groupes industriels et les banques exercent sur l'économie. Au lieu d'offrir aux banquiers des milliards, il faudra les exproprier, créer une banque centrale unique. Il faudra collectiviser les grands moyens de production et les transports. En un mot, il faudra appliquer le programme que le mouvement socialiste dans ses premières années puis le mouvement communiste au lendemain de la Première Guerre mondiale considéraient à juste titre indispensable pour empêcher l'humanité de sombrer dans la barbarie.

Comme en 1789, ce monde a besoin d'une révolution. Quand se produira-t-elle ? Personne ne peut le prévoir, pas plus que les aristocrates qui s'étourdissaient de fêtes à Versailles n'avaient prévu ce qui allait se passer. Mais elle aura lieu. Parce qu'elle est nécessaire.

Arlette LAGUILLER

• L'interview de Sarkozy :

Un plaidoyer pour une politique de classe

(Communiqué de Lutte Ouvrière)

Le petit numéro de vertu outragée, victime de la calomnie, exécuté par Sarkozy aura peut-être soulagé, sinon convaincu ceux qui, ministres, députés ou notables, ont lié leur carrière politique à la sienne. Mais que Woerth soit « un homme honnête », comme le jurait Sarkozy, ou qu'il ait touché une de ces enveloppes que la milliardaire avait

l'habitude de distribuer aux hommes politiques qui pouvaient lui être utiles, l'affaire Bettencourt a de toute façon mis en lumière les liens étroits, fusionnels, entre le monde des riches et ceux qui nous gouvernent.

Peu importe pour les exploités que ces ministres, que ce président de la République soient honnêtes ou pas

en menant leur politique, car c'est une politique entièrement en faveur des riches. Le plaidoyer de Sarkozy pour la politique de son gouvernement, notamment l'attaque contre les retraites, était l'expression d'une politique de classe. Une politique qui a pour objectif de vider les poches des salariés, des retraités, de piller les classes populaires, afin

de récupérer sur leur dos les centaines de milliards pris dans les caisses de l'État pour les mettre à la disposition du grand patronat et des banquiers. Des millions de salariés condamnés à se crever au travail deux ans de plus et à la retraite avec une pension réduite, pour que les grandes entreprises continuent de

faire du profit malgré la crise, pour que les actionnaires à la Mme Bettencourt continuent de s'enrichir et pour que les banquiers puissent continuer à spéculer. Jusqu'à ce qu'ils provoquent cette explosion sociale qu'ils auront tout fait pour mériter.

Pour Lutte Ouvrière
Nathalie ARTHAUD
Le 12 juillet 2010 à 22 h

Les collectivités locales appelées à réduire leur personnel

Dans le show politique sarkozien du 12 juillet, il fallait sans doute qu'une salve fût lâchée contre les collectivités territoriales, appelées à « *prendre la même règle que l'État* » : le non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux.

« Il n'y a aucune raison que l'État s'impose une gestion rigoureuse, prétend le président, et que les collectivités territoriales, notamment les régions, continuent une politique d'augmentation du nombre de fonctionnaires : 34 000 chaque année depuis 10 ans à compétences

constantes ».

Ses conseillers lui ont sans doute soufflé d'ignorer superbement les réalités liées aux diverses vagues de décentralisation qui, selon la Cour des comptes, auraient contraint les régions, les départements, les intercommunalités et les

communes à augmenter considérablement leurs effectifs. À cause du transfert de compétences de l'État aux régions, celles-ci auraient dû créer ces dernières années plus de 80 000 postes.

En effet on pourrait aisément lui rafraîchir la mémoire. Dans le secteur social, l'équipement, l'Éducation nationale, l'État s'est depuis trente ans défaussé par exemple de l'entretien du réseau routier, de la construction et de

l'entretien des collèges et lycées, mais aussi de l'accueil, de la restauration, de l'hébergement des élèves, de l'entretien général et technique des établissements, du recrutement et de la gestion des TOS, les agents qui en sont chargés, du salaire du personnel de surveillance, etc. Ce sont aussi les communes qui doivent assurer la PMI, la protection maternelle et infantile, la prévention primaire, la prise en charge des personnes âgées et

la politique médico-sociale de proximité...

Mais il suffit aussi, tout simplement, de lui renvoyer une autre affirmation assenée lors de son discours : « *Nous avons supprimé 100 000 postes de fonctionnaires en trois ans, dans le budget 2011 nous en supprimerons encore 34 000.* »

Il n'y a pas à chercher plus loin les 34 000 emplois supplémentaires par an reprochés aux collectivités territoriales...

Viviane LAFONT

• Le PS et les retraites

Responsables, mais devant qui ?

Martine Aubry était l'invitée de France Inter mardi 13 juillet, au lendemain de l'intervention télévisée de Sarkozy. La première secrétaire du PS a fait preuve de la plus grande modération, tant en ce qui concerne l'affaire Bettencourt-Woerth que sur ce qui touche à la politique du gouvernement.

L'opposition parlementaire n'a en effet pas besoin d'en rajouter sur les « affaires », car les faits parlent d'eux-mêmes contre Sarkozy et sa clique. Aller plus loin, dénoncer le fait que les politiciens et, au-delà, l'appareil d'État tout entier sont au service exclusif des capitalistes serait, pour le PS aussi,

scier la branche sur laquelle il est assis. Car ce parti de gouvernement sert les mêmes maîtres que l'UMP, même si celui-ci se sert lui-même avec sans-gêne.

Sur la réforme des retraites, Martine Aubry a su se montrer « responsable ». Tout d'abord, elle admet qu'il y a un problème

de paiement des retraites et qu'en conséquence il faudra travailler plus longtemps. Mais dire cela, quelle que soit la méthode proposée pour résorber ce soi-disant déficit, c'est déjà se placer entièrement sur le terrain du patronat. Car si les caisses de retraite se vident, c'est à cause des dégrèvements de cotisations patronales, du blocage des salaires, du chômage massif, toutes choses dont les travailleurs ne sont pas les responsables, mais bien les victimes. Ce n'est pas la crise qui

vide les caisses, mais la façon dont le patronat la fait payer aux travailleurs.

Parler, comme Martine Aubry, de répartir les efforts, c'est déjà parler d'imposer des sacrifices aux travailleurs. Un autre ténor socialiste, Fabius, critique le plan Woerth parce que « 85 à 90 % sont payés par les salariés, alors qu'il faudrait un équilibre entre le travail et le capital ». Mais si 50 % étaient payés par les salariés, ce serait déjà un vol ! Les surprofits faits par le patronat permettent

largement de renflouer les caisses de retraite.

Le passé des socialistes français, comme le présent de leurs collègues espagnols ou grecs, au gouvernement de leurs pays respectifs pour faire appliquer l'austérité, n'incite pas à leur faire confiance en la matière. C'est bien pourquoi les travailleurs ne peuvent pas compter sur un éventuel changement de majorité pour se protéger, mais uniquement sur leur capacité à imposer d'autres choix.

Paul GALOIS

• Éducation nationale

Suppressions de postes sans problème... pour le ministre

Après avoir, il y a deux mois, fourni aux rectorats des pistes destinées à gratter dans le moindre recoin tout poste susceptible de passer à la trappe, le ministre de l'Éducation a annoncé un chiffre qui correspond miraculeusement aux prévisions de l'Élysée : 16 000 !

C'est donc à nouveau 16 000 postes qui seront supprimés dans le budget 2011 de l'Éducation nationale, après les dizaines de milliers déjà supprimés ces trois dernières années.

Et où se cachent ces postes en trop, ces enseignants inoccupés, ces documentalistes en mal de travail, ce personnel surnuméraire qui hante les nuits de Luc Chatel, dans un système scolaire qui craque déjà de toute part ? On les trouvera « sans problème », se hasarde impudemment – et imprudemment – le ministre.

Il y a en effet peu de chances que les rectorats lui aient laissé entendre le même son de cloche, même en envisageant de couper de tous côtés les options et les demi-groupes, même en augmentant la taille des classes comme le ministère l'a suggéré, même en « regroupant ou en fermant des petites écoles rurales ou en élevant les seuils de création de classes ». Charger les classes, autrement dit « optimiser les moyens d'enseignement », utiliser à bon escient la réforme des lycées pour la rentrée 2010, qui offre aux établissements « des possibilités significatives d'optimisation », on retrouve bien



là l'ex-chargé de marketing chez L'Oréal... et ses profits qui défient la chronique.

« Sans problème », en revanche, c'est faire bien peu de cas des conséquences pour des millions d'élèves, de parents et d'enseignants, pour lesquels l'école ne se gère pas comme une multinationale de cosmétiques... D'ailleurs, les problèmes, il se pourrait bien qu'il les rencontre dès septembre...

V. L.

• L'UMP, les petits patrons et la liberté

Des renards libres dans des poulaillers libres

Dans le cadre de la nouvelle loi encadrant les « relations sociales », le gouvernement proposait de mettre en place des « commissions paritaires territoriales » réunissant des représentants des patrons de PME de moins de onze salariés et des représentants des confédérations syndicales. Ces commissions n'auraient eu aucun pouvoir, et surtout pas celui de contrôler quoi que ce soit dans les entreprises, ni même d'y mettre un pied. Elles auraient de plus été « facultatives », c'est-à-dire que les patrons auraient pu, ou non, s'y rendre. Il n'était donc même pas question d'introduire vraiment les syndicats dans toutes les petites entreprises, mais d'instaurer un semblant d'organisme de concertation.

Eh bien c'était encore trop

pour le Medef et la CGPME. Ces organisations patronales tiennent en effet à ce que les quatre millions de salariés des PME et leurs patrons continuent à pratiquer le « dialogue social direct et naturel ». Lequel se résume souvent à la phrase bien connue : « Si tu n'es pas content, il y en dix dehors qui attendent ta place. »

À l'écoute de leur électorat, les députés UMP ont préservé ce « dernier territoire de liberté », selon l'un d'eux, constitué par les PME d'où tout syndicat est absent. Et de rejeter cette proposition de loi gouvernementale.

Définir la liberté par l'absence de syndicat ouvrier, c'est plus qu'un programme politique, c'est un cri du cœur !

P. G.

• Sarkozy à la télévision

La droite parle à la droite

On a voulu nous faire croire que l'intervention télévisée de Sarkozy, sur France 2 lundi 12 juillet, était destinée à répondre aux interrogations et aux inquiétudes de la population de France. Faux. Elle était bien plus adressée à la droite, à cette clientèle électorale qui a donné au président de la République sa majorité. Elle visait à la convaincre qu'il y a en SA personne un pilote dans l'avion qui, en planant par-dessus les préoccupations et les soucis de chacun, aurait su garder la tête froide et saurait maintenir le cap.

Son intervention s'est résumée à une longue diatribe contre ces pauvres qui ne voyaient pas plus loin que leur nez et qui ne savaient pas se sacrifier pour les intérêts de la France qu'il incarnait, la France des riches, des exploiters, des Bettencourt, des Bolloré, des

Michelin et des Peugeot.

Aucun des ingrédients traditionnels des discours de droite ne manquait. Après le couplet sur l'honnêteté des hommes politiques, dont Éric Woerth était à ses yeux le meilleur exemple, on a eu droit à l'apologie de l'argent et de ceux qui en possèdent beaucoup, pour finir sur un couplet antiouvrier dont l'hôte de l'Élysée est coutumier. Les salariés peuvent manifester tout leur saoul, a-t-il dit, c'est un droit qu'il ne conteste pas mais lui, capitaine courageux, ne changera pas d'un pouce sa politique.

On ignore si un tel discours aura rassuré ceux auxquels il était destiné, mais il aura confirmé que Sarkozy, comme ses prédécesseurs, gouverne au service des riches. Avec toutefois un zeste d'arrogance et de suffisance en plus!

D'autres hommes politiques, Juppé, Villepin entre autres, avaient fait en leur temps un numéro similaire, se prétendant «droits dans leurs bottes» et proclamant, eux aussi, qu'ils ne céderaient pas devant la rue. Et pourtant ils ont dû plier.

Sa Suffisance le sieur Sarkozy se croit plus fort. Il faudra lui montrer, comme les cheminots ont su le faire en 1995 avec Juppé, ou les étudiants en 2006 avec Villepin, qu'il s'est trompé dans ses calculs.

Jean-Pierre VIAL



• Retraites

Le capital doit payer !

Sur la question des retraites, sur le fond, c'est-à-dire sur le détail des mesures envisagées (âge légal porté à 62 ans, augmentation des cotisations des fonctionnaires, prise en compte de la pénibilité à minima, etc.), l'interview de Sarkozy n'a rien apporté de nouveau. Sauf sans doute, dans les arguments du président, de nouvelles raisons pour les travailleurs de se mettre en colère, et de la manifester le 7 septembre prochain.

Ainsi, sur le caractère injuste de sa réforme par exemple, évoqué par le journaliste, parce qu'elle fait porter tout l'effort sur les catégories de travailleurs les plus exploitées, il a osé expliquer que «la première injustice c'est

un système où on n'a pas d'argent pour payer la retraite des retraités», ajoutant que «nous n'avons pas les moyens aujourd'hui de payer la retraite de 1,5 million de retraités sur les 15 millions de retraités en France» et que «leur retraite est payée par la dette». Mais s'il y a un trou aujourd'hui dans les caisses, et s'il y a un problème de financement des retraites, ce ne sont pas les travailleurs, les salariés, qui en sont responsables. Le trou, ce sont les licenciements, le chômage, les bas salaires, le développement du travail précaire qui le creusent, en faisant s'effondrer les cotisations. Et c'est à ceux qui en sont ou en ont été les victimes que le gouvernement demande

de le combler.

Autre moment fort, la question de la taxation des hauts revenus. À la question: pourquoi le gouvernement n'augmente pas les impôts sur certains types de revenus, comme les revenus financiers? «C'est ce que nous faisons», a répondu Sarkozy en citant les 4,5 milliards prélevés sur les particuliers et en prenant pour seul exemple... l'augmentation de cotisation des fonctionnaires, pour ajouter: «C'est ça aussi la justice: que, quel que soit le secteur où on se trouve, on paye la même cotisation.» Pour noyer le poisson, Sarkozy a volontairement et démagogiquement répondu à côté de la question.

L'augmentation de cotisation des fonctionnaires, que Sarkozy a mélangée avec les mesures de taxation du capital, devrait d'ailleurs rapporter à elle seule près de 4 milliards d'euros. À comparer aux 290 millions d'euros que rapportera la «mise à contribution des hauts revenus» prévue par la réforme, sous la forme d'une hausse de 1 % du taux de la tranche supérieure du barème de l'impôt sur le revenu. On comprend que Sarkozy ait préféré parler d'autre chose: difficile de faire passer cela pour une mesure équilibrée, de justice. Mais la ficelle est un peu grosse.

Jean-Jacques LAMY

• Sur le bouclier fiscal

Il ferait mieux de la boucler

Parmi les nombreuses contre-vérités assénées avec aplomb dans son interview télévisée, Sarkozy est revenu sur le bouclier fiscal. Pour en justifier la pertinence, il a prétendu qu'il n'aurait fait que copier ce qui existait en Allemagne depuis vingt ans. Faux! Le bouclier fiscal qui existait en Allemagne, sous une forme assez différente d'ailleurs de ce qui existe en France aujourd'hui, a été abrogé en 2006. Mais ce mensonge-là n'est pas le plus choquant.

Par contre, là où l'outrance de Sarkozy dépasse la limite, c'est quand il a osé laisser entendre que, sans ce bouclier, on prendrait au plus riche tout ce qu'il gagne par son travail. Et d'avoir le culot de prétendre, essayant de faire pleurer sur le sort de Mme Bettencourt ou d'autres de la même espèce, que si on prend tout à ceux qui ont de l'argent, si l'État se montre trop gourmand à leur égard, on risque de les voir transférer leur fortune à l'étranger. Drôle de citoyens, disons-le en passant, que ces gens qui choisissent de transférer leur argent là où il est le mieux garanti, sans se soucier du reste.

Mais la mystification est ailleurs. On nous bluffe en effet quand on laisse entendre que le fisc prendrait tout, ou même la moitié des gains des riches, en ne leur laissant que l'autre moitié. Pas besoin de calculs compliqués pour démontrer, à partir des profits que réalise L'Oréal, que la part que récupère le fisc sur ses actionnaires et sur les gains de la principale d'entre eux est encore très très inférieure à la moitié de ce qu'ils gagnent annuellement.

Bien qu'en ce qui concerne l'imposition des plus fortunés on soit dans le brouillard le plus complet, on estime que ce que Mme Bettencourt paye en impôt ne dépasse pas 20 % de ses revenus, nettement moins donc en proportion que ce que payent nombre de salariés.

Quand Sarkozy ose prétendre que le bouclier fiscal est un instrument pour mettre en place plus de justice et plus d'équité, c'est plus qu'un bluff, c'est une provocation. Une de plus.

J-P. V.

Faire payer les parents ou donner un avenir aux enfants ?

Sarkozy a entonné un de ses refrains préférés, celui de la sécurité, ciblant cette fois les mineurs délinquants, ou plus précisément leurs parents. Il a demandé que soit élaborée une loi permettant de les sanctionner lorsque leur enfant a commis un délit, pour «réparer les dégâts occasionnés», a-t-il dit. Il a aussi reparlé de supprimer les allocations familiales aux parents dont les enfants désertent les bancs de l'école.

Tout un arsenal juridique existe déjà pour sanctionner les mineurs délinquants. De même, les députés sont en train d'examiner un texte permettant de suspendre les allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire. Une loi de plus ne changera certainement rien à la situation actuelle, et faire payer les parents ne leur donnera pas plus d'autorité sur leurs enfants, cela ne fera que les enfoncer un peu plus

dans leurs problèmes.

Il en va de même pour l'annonce de Sarkozy sur la création d'un «fichier recensant les jeunes qui quittent l'école à 16 ans», pour que ces derniers soient obligés d'avoir une formation ou un travail jusqu'à leur majorité. C'est bien joli de dire qu'il ne faut pas que les jeunes traînent dans la rue, mais où vont-ils trouver une formation, quand le gouvernement supprime dans le même

temps des dizaines de milliers de postes d'enseignants? Où vont-ils trouver un travail, alors que le chômage explose et frappe les jeunes en premier, même lorsqu'ils ont fait des années d'études et sont bardés de diplômes?

Faute de s'en prendre aux causes profondes de la délinquance et de l'absentéisme scolaire, Sarkozy use comme d'habitude de démagogie.

Marianne LAMIRAL

Dans le monde

• Espagne

Face aux attaques du gouvernement

Les travailleurs du métro de Madrid répondent par la grève

En mai dernier, le gouvernement du socialiste Zapatero annonçait un plan de rigueur pour réduire la dette publique, afin de financer les banquiers, et comportant entre autres mesures la baisse de 5 % en moyenne des salaires des fonctionnaires. Largement relayé par les médias, il martelait l'idée que les fonctionnaires étaient des privilégiés puisqu'ils avaient la garantie de l'emploi.

Heureusement, ce matraquage médiatique n'a pas empêché des travailleurs de réagir et de contester ces mesures, en particulier ceux du métro de Madrid (7 700 salariés). La mobilisation a commencé le 17 juin dernier par un rassemblement devant le Parlement, où la présidente du gouvernement autonome de Madrid, Esperanza Aguirre, du Parti Populaire, présentait le décret-loi. Le 18, lors d'une assemblée de plus de 4 000 travailleurs, une intersyndicale se mettait en place et décidait la grève pour le 28, jour où le Parlement abordait le point de la baisse salariale. La discussion porta même sur la grève illimitée: les salaires avaient déjà été bloqués et le personnel revu à la baisse avec l'introduction de guichets automatiques. À cela s'ajoutait le cynisme du gouvernement de droite de l'Auto-

nomie de Madrid, qui exigeait une économie salariale de près de neuf millions d'euros alors que la direction du métro avait passé un contrat pour 24 millions en publicité à une entreprise liée au Parti Populaire! La grève fut massivement suivie, mais le patronat et le gouvernement exigèrent un service minimum de 50 %, et de 70 % aux heures de pointe. Là encore Esperanza Aguirre s'en prit aux grévistes, vitupérant le «chantage» de la grève et montrant les travailleurs du métro comme des privilégiés à l'emploi garanti et aux salaires élevés. Le Parlement approuva le décret. Mais les travailleurs, réunis en assemblée, décidèrent le soir même de ne pas reculer et de refuser les services minimums. Des piquets par ligne, des informations aux usagers furent organisés et

le lendemain le métro resta paralysé. Le 30 juin aussi la grève fut largement suivie et aucune rame ne sortit. Le gouvernement autonome voulut mettre en marche la ligne qui mène à l'aéroport, mais en vain.

Les attaques des patrons du métro, du gouvernement national du socialiste Zapatero, du gouvernement régional de droite, ne se firent alors pas attendre. Ils firent cause commune contre les travailleurs et mirent en marche le rouleau compresseur des médias pour monter la population contre les grévistes. Esperanza Aguirre fit préparer 200 lettres de licenciement et donna ordre aux médecins du travail et de la Sécurité sociale de ne pas donner d'arrêts maladie, pour rendre ainsi illégal le fait de ne pas effectuer le service minimum.

L'intersyndicale appela encore à la grève le 1^{er} et le 2 juillet, en acceptant les services minimums pour parer l'offensive médiatique et pouvoir négocier. À ce jour, la baisse des salaires proposée est passée à 1,5 %. Le lundi 12 juin, les assemblées ont jugé ce recul insuffisant et un appel à la grève a été lancé pour mercredi 14 et vendredi 16, avec les services minimums.

Les travailleurs du métro n'ont donc pas dit leur dernier mot. Ils ont raison de refuser de payer la crise et surtout d'exprimer leur colère par la grève. La haine que cette dernière a suscitée auprès des dirigeants montre bien la crainte qu'ils ont de la force que peuvent représenter les travailleurs en lutte.

Hélène GRILLET

• Italie

La condamnation du sénateur Dell’Utri Le pacte Berlusconi-Mafia

Fin juin, le sénateur Marcello Dell’Utri, longtemps bras droit de Berlusconi, a été condamné en appel à sept ans de prison pour complicité d’association mafieuse.

Même si c'est moins que sa première condamnation à neuf ans de prison, et encore moins que la peine de onze ans réclamée cette fois-ci par le procureur, les juges l'ont donc reconnu coupable de complicité avec la Mafia au moins jusqu'en 1992, époque où les attentats organisés par celle-ci furent particulièrement sanglants et surtout dirigés contre l'État, avec entre autres l'assassinat des juges Falcone et Borsellino. Mais cette date butoir s'arrête opportunément avant la création du parti de Berlusconi, Forza Italia, dont Dell'Utri fut un des fondateurs.

Secrétaire particulier de Berlusconi, organisateur de ses projets immobiliers, président de sa régie publicitaire Publitalia,

Dell'Utri aurait aussi organisé, avec l'accord de la Mafia, la protection de Berlusconi et de sa famille, dans les années 1970; il a ainsi hébergé dans une de leurs propriétés un mafieux, Vittorio Mangano. Lequel Mangano a fini par mourir en prison, en 2000, sans jamais dire «ce qu'on voulait lui faire dire», selon dell'Utri, qui le considère encore comme un héros!

Quant aux événements d'après 1992, date à laquelle commence l'activité politique de Berlusconi, la cour a estimé qu'il n'y avait pas de preuve d'un pacte entre Forza Italia et la Mafia. Pourtant un repentí a bien évoqué un tel pacte entre Cosa Nostra et Forza Italia lors de la création du parti de Berlusconi en 1994. Ce pacte aurait porté sur la révision des procès anti-Mafia, l'assouplissement du régime pénitentiaire des mafieux emprisonnés et l'arrêt de la saisie de leurs biens. La Mafia, privée de ses parrains politiques naturels démocrates-chrétiens affaiblis

Car, en évitant de mettre en cause Berlusconi lui-même, qui dénonce évidemment dans ces accusations une machination, les juges ont reculé devant le risque de provoquer une crise au sommet, dans un État dont la collusion avec la Mafia est une constante.

Sylvie MARECHAL

• Menace de famine au Sahel

La responsabilité criminelle du capitalisme

Dans une conférence de presse tenue à Dakar vendredi 9 juillet, l'ONG internationale Oxfam a sonné l'alarme: la « crise alimentaire » au Sahel va tourner au « désastre » si des mesures d'urgences ne sont pas prises dans les semaines qui viennent.

Un responsable burundais de cette organisation a expliqué que la crise actuelle menacerait au moins 10 millions de personnes dans les pays du Niger, du Tchad, du Mali, de la Mauritanie, du Burkina Faso, ainsi qu'au nord du Nigeria.

Depuis septembre 2009, la faiblesse des pluies a encore accentué la situation de catastrophe. Dans le nord du Mali où les familles investissent l'essentiel de leur argent dans le

bétail, 40 % du cheptel aurait été décimé. Les familles n'ont plus que des dettes. Les céréales sont disponibles sur les marchés mais elles n'ont pas les moyens de les acheter. Des femmes partent toute la journée à la recherche de plantes sauvages pour nourrir leur famille.

Au Tchad, les choses se sont enchaînées à peu près de la même façon : vente d'animaux, exode massif vers les centres urbains ou à l'étranger, réduction du

nombre de repas. Des femmes en sont réduites à casser des fourmilères pour récupérer quelques graines.

Au Niger, c'est plus de 16 % des enfants de moins de cinq ans qui souffriraient de malnutrition aiguë.

Le Sahel souffre d'une situation de famine qui est avant tout le résultat d'une organisation économique incapable de satisfaire les besoins élémentaires des populations. Cette région a souffert pendant des décennies d'insécurité alimentaire chronique, provoquée surtout par une extrême vulnérabilité à la sécheresse mais aussi par les

• Haïti

Six mois après le séisme, rien n'a changé

En Haïti, six mois après le séisme du 12 janvier qui a fait des centaines de milliers de morts et 1,5 million de sans-abri, le président de la République René Préval a organisé une cérémonie du souvenir, avec comme invité vedette l'ancien président américain Bill Clinton, représentant de Barack Obama dans la région.

La garden-party qui a suivi, dans les jardins du palais présidentiel, pour quelques deux cents personnes triées sur le volet et protégées par un imposant dispositif militaire, était d'autant plus indécente qu'à quelques dizaines de mètres, sur l'esplanade du Champ-de-Mars, des milliers de victimes du séisme continuent à vivre l'enfer des abris de fortune exposés aux pluies, au manque d'eau potable et d'hygiène.

C'est que peu de chose a changé depuis le drame du 12 janvier. La population continue à vivre au milieu des gravats que l'on dégage encore avec des moyens en concurrence avec les États-Unis et le Canada pour maintenir l'île dans sa sphère d'influence, elle attend pour débloquer des fonds d'avoir des garanties quant à l'accès de ses trusts au marché de la reconstruction.

Roger MEYNIER

Dans le monde

• Gaza

Toujours sous la férule israélienne

Benyamin Netanyahu et Barack Obama se sont rencontrés mardi 6 juillet. Au terme de cette rencontre, Obama a renouvelé son soutien au dirigeant israélien, le félicitant même de «l'allègement» du blocus de Gaza.

Le gouvernement israélien a en effet annoncé la levée de l'interdiction de l'entrée de certains produits dans la bande de Gaza, sous embargo depuis 2007.

Les conséquences du blocus pour les Palestiniens sont dramatiques. Ceux-ci vivent dans un véritable champ de ruines causées par les bombardements israéliens en janvier 2009. À Gaza, 70 % de la population vit avec moins de deux dollars par jour. Pour se nourrir, neuf personnes sur dix dépendent de l'aide alimentaire de l'ONU. Et d'après un rapport du Programme des Nations unies pour le développement, plus d'un an après les bombardements, les trois quarts des infrastructures détruites ou endommagées ne sont toujours pas reconstruites ou réhabilitées, y compris 82,5 % des écoles.

L'allègement du blocus concerne surtout des produits alimentaires. Quant aux matériaux de construction, Israël les autorise désormais, mais juste pour des projets réalisés sous l'égide de la communauté internationale, c'est-à-dire des principales puissances occidentales. Et encore, la directrice de l'ONG israélienne Gisha dénonce les délais d'entrée des marchandises: *«Il a fallu neuf mois à l'UNRWA* (une agence de l'ONU) *pour négocier l'entrée de chargements de camions pour un projet immobilier à Khan Younès qui était achevé à 85%. Imaginez combien d'années cela prendrait pour négocier les dizaines de milliers de chargements nécessaires pour reconstruire Gaza.»*

Dans cette situation, l'allègement annoncé est une mesure dérisoire et qui n'a rien à voir avec ce que réclament les Palestiniens: la levée totale et immédiate du blocus. Les félicitations adressées à Netanyahu par Obama ne font ni de l'un ni de l'autre des apôtres de la paix. Le premier reste un affameur, le second son complice.

Patrick GARREL

• Israël

Neuf morts, mais RAS, sauf des « erreurs »

On n'est jamais mieux servi que par soi-même. C'est un général de réserve qui était chargé de l'enquête interne sur l'assaut du commando israélien, le 31 mai dernier, contre la flottille humanitaire tentant de se diriger vers Gaza, au cours duquel les militaires avaient tué neuf militants propalestiniens. Mission accomplie: le rapport vient d'être rendu... Au chef de l'état-major, et certains passages en ont été rendus publics.

« Nous trouvons qu'il y a eu des erreurs professionnelles, tant dans le renseignement que la prise de décision, y compris à un échelon relativement supérieur, ainsi que des erreurs opérationnelles », admet le rapporteur, citant notamment une *« sous-estimation »* du niveau de violence des passagers du *Mavi Mar-mara*, le navire arraisonné. La preuve, ajoute-il, *« au moins une arme (à feu) »* se trouvait à bord avant l'abordage israélien.

Pour l'essentiel, comme on pouvait s'y attendre, l'enquête n'a rien à redire et en profite pour *« saluer le courage et le professionnalisme »* des membres

Viviane LAFONT

Corentin Aniath



• **Juillet 1940**

Les parlementaires de la III^e République votaient les pleins pouvoirs à Pétain

Le 10 juillet 1940, députés et sénateurs rassemblés à Vichy votaient les pleins pouvoirs à Pétain – 569 pour, 80 contre, 17 abstentions. La majorité des députés socialistes et radicaux, élus quatre ans plus tôt, en 1936, sur le programme du Front populaire, donnèrent comme les autres leur caution à ce régime réactionnaire : 84 députés socialistes sur 156 et 63 radicaux sur 113.

Les députés communistes n'étaient pas présents, puisque leur groupe parlementaire avait été dissous en janvier 1940, de même que vingt-sept autres parlementaires embarqués au même moment sur le *Massilia* pour tenter de constituer un gouvernement en exil en Afrique du Nord.

Ce vote donnant les pleins pouvoirs à Pétain n'était pas un accident, ni une décision prise sous la pression de l'occupation allemande. Il était l'aboutissement de la période de réaction sociale et politique qui avait débuté quelques mois après la fin de la grève générale de 1936.

En effet la bourgeoisie, une fois remise de la peur que lui avait inspirée cette grève, voulut reprendre toutes les conquêtes arrachées par les travailleurs, les mettre au pas, et avec eux l'ensemble de la population.

L'année suivante, le gouvernement de Léon Blum installé en juin 1936 passa la main à des gouvernements dirigés par des membres du Parti Radical, d'abord Chautemps puis en avril 1938, Daladier, ancien dirigeant du Front populaire. Le gouvernement que forma Daladier promulgua dès la mi-novembre 1938 des décrets-lois mettant en pièces les conquêtes de 1936 et s'employa à empêcher toute opposition de s'exprimer. La signature du pacte germano-soviétique, le 23 août 1939, lui fournit un prétexte pour s'attaquer aux militants du Parti Communiste Français. La dissolution du PCF fut décidée le 26 septembre 1939, 3 400 militants communistes furent arrêtés, enfermés en prison puis envoyés dans les camps. Ceux qui voulaient continuer à militer durent passer dans la clandestinité.

S'aplatissant à chaque étape un peu plus devant les volontés de la bourgeoisie, ce sont ces gouvernements issus du Front populaire qui, bien avant Pétain, brisèrent la résistance de la classe ouvrière, favorisant par la même occasion le renforcement des élé-

ments les plus réactionnaires de la société.

Le gouvernement tenta de se regrouper de plus en plus loin vers le sud, pour finalement aboutir à Bordeaux. La question qui préoccupait alors le plus le pouvoir « républicain », le jésuite et paléontologue Teilhard de Chardin la formula clairement : « *Éviterons-nous la révolution ? (...) Tout est possible*

ouvertement réactionnaires, tel le capitaine-comte Philippe de Hautecloque (le futur maréchal Leclerc), ouvertement partisan de la suppression des partis politiques.

C'est aussi à droite que se recrutèrent beaucoup des hommes jeunes qui ralliaient Londres, tel René Mouchotte, qui commanda un groupe de chasse français intégré à la Royal Air Force, avant d'être abattu en 1943, et dont les *Carnets* publiés en 1949, en un temps où les partis politiques et le Parlement avaient retrouvé leur rôle d'avant-guerre, furent soigneusement expurgés, pour ne pas « *raviver des plaies encore très vives, au risque de déclencher des passions* », comme l'écrivit l'ancien chef du Service historique de l'armée de l'air. Ce n'est qu'en 2001 que fut publiée une version conforme à l'original.

La Résistance, dans la première année qui suivit l'armistice, était d'ailleurs d'autant moins marquée à gauche que le Parti Socialiste avait fourni des ministres à

après un tel choc », écrivit-il le 18 juin. La vague révolutionnaire provoquée par la précédente guerre était encore dans toutes les mémoires.

Finalement, la quasi-totalité du personnel politique de la bourgeoisie française

– qui de toute façon dès le début n'avait pas souhaité cette guerre, car la France, avec son immense empire colonial, avait tout à perdre à un repartage du monde – se rallia à l'idée de signer l'armistice avec l'Allemagne. Il fallait que tout rentre dans l'ordre.

C'est pour mettre en œuvre cette solution que le politicien de droite Paul Reynaud, qui avait succédé à Daladier le 21 mars 1940, laissa le 16 juin sa place au maréchal Pétain, par une voie tout à fait légale : deux socia-

Pétain, que la grande majorité de ses députés et sénateurs avaient voté les pleins pouvoirs à celui-ci, et qu'il n'y eut au sein de ce parti que quelques individualités pour rallier la « dissidence » gaulliste. Quant au Parti Communiste, jusqu'en juin 1941 il renvoyait volontiers dos à dos Pétain et De Gaulle... ce qui n'était pas si faux !

Ce fut l'agression allemande contre l'URSS qui changea les données du problème. Le Parti Communiste Français retrouva les accents cocardiers qui avaient été les siens de 1935 à septembre 1939, et De Gaulle, qui avait besoin de l'appui de la Résistance intérieure pour s'imposer face aux anglo-américains, lui ouvrit les portes du Conseil national de la Résistance, puis du Gouvernement provisoire.

Mais pendant plus d'une année, de juin 1940 à juin 1941, l'opposition entre pétainistes et « dissidents » fut essentiellement un problème entre deux courants de droite.

François DUBURG

listes entrèrent même dans le gouvernement formé alors par Pétain.

Les parlementaires furent convoqués à Vichy début juillet, Bordeaux occupé ayant dû être abandonné. Et Pétain obtint les pleins pouvoirs le

10. Le personnel politique de cette III^e République allait au-devant du désir de la bourgeoisie de se préserver des troubles qui auraient pu résulter de la défaite. Pétain put ainsi s'appuyer sur la caution donnée, avec ce vote des pleins pouvoirs, par les députés de la Chambre élue le 26 avril et le 3 mai 1936, celle du Front populaire, et par les sénateurs, droite et gauche mêlées. Il mit alors en place un régime réactionnaire : répression contre les communistes, ou supposés tels, et contre les opposants en général, répression contre les Juifs, révision des naturalisations accordées depuis 1927, exclusion des Juifs et des francs-maçons de la fonction publique. C'était l'ultime étape de la revanche de la droite après 1936.

La grande majorité des hauts fonctionnaires de l'appareil d'État, armée, justice, police, et nombre d'hommes politiques en service sous la III^e République restèrent en place sous Pétain, puis se maintinrent encore sous De Gaulle, après la guerre. Ainsi Maurice Papon, secrétaire général de la préfecture de la Gironde, qui organisa la déportation de centaines de Juifs, devint après la guerre préfet de police à Paris. À ce titre, il fut responsable du massacre de dizaines de manifestants algériens en octobre 1961 par la police à Paris, et aussi de la répression meurtrière de la manifestation de février 1962 contre l'organisation d'extrême droite OAS. Seize ans plus tard, en 1978, il devenait encore ministre du Budget sous le président de droite Giscard d'Estaing !

Au moment où on nous jette de la poudre aux yeux pour nous convaincre que le choix d'un président est déterminant pour l'avenir, il est utile de se rappeler que, si les chefs d'État passent et les régimes se succèdent, l'appareil d'État et ses hauts fonctionnaires restent et continuent à servir la bourgeoisie, qui détient le vrai pouvoir.

Aline RETESSE

• Hôpitaux publics

Disparition des conseils d'administration... et de tout contrôle

Courant juin les conseils d'administration des hôpitaux publics ont tous été dissous et remplacés par les nouvelles structures décidées dans le cadre de la loi Bachelot sur les hôpitaux.

La gestion des hôpitaux publics était bien jusqu'à aujourd'hui sous le contrôle étroit de l'État et du gouvernement, déjà par le bais de la loi de finance de la Sécurité sociale et au travers des directeurs d'Agence régionale de l'hospitalisation qui avaient le pouvoir de prononcer fermeture et regroupement forcé d'hôpitaux. Mais ces décisions, pour être immédiatement applicables sans trop d'obstacles ni de délais, devaient être acceptées par les conseils d'administration.

Ceux-ci étaient composés des directions d'hôpitaux, d'élus du personnel, d'élus locaux, de représentants des syndicats de médecins et de personnes dites « qualifiées » désignées à cet effet. Il arrivait parfois, surtout en province dans les villes moyennes ou petites, qu'une opposition puisse ainsi se faire

entendre et vienne mettre des bâtons dans les roues aux plans programmés par les représentants du gouvernement. C'était loin d'être la règle, car nombre d'élus, y compris à gauche, se sentent d'abord animés de la volonté d'être considérés comme des « bons gestionnaires », même contre la population et les personnels hospitaliers.

C'est pourquoi la nouvelle loi en a fini avec ces conseils d'administration et donne tous pouvoirs aux directeurs d'hôpitaux sous les ordres directs des nouveaux directeurs d'Agence régionale de santé, eux-mêmes directement contrôlés par le gouvernement. Ils ont ainsi le pouvoir de licencier personnel et médecins. Pour le gouvernement, il fallait bien une structure mieux appropriée pour administrer le traitement de cheval qu'il entend imposer aux hôpitaux publics, avec l'accélération considérable des fermetures de services et d'hôpitaux entiers en vue de réduire le personnel par tous les moyens.

En effet ce que les gouvernants trouvent insupportable, ce sont les frais de personnel, qui représentent les deux tiers

des dépenses des hôpitaux. Et c'est là qu'ils veulent faire des économies, pour offrir des largesses au patronat. Tant pis pour les malades !

Et pour donner un petit jouet de consolation aux élus et aux syndicats, ont été institués les conseils de surveillance, qui auront le droit d'être informés a posteriori de tout ce qui aura été décidé sans eux. Avec un nombre de représentants fortement diminué.

La plainte de beaucoup d'élus et de syndicats n'a finalement porté, pour l'essentiel, que sur ce nombre trop limité de représentants dans ces conseils de surveillance. D'ailleurs, le porte-parole du Parti Socialiste dans le domaine de la santé, Le Guen, a tenu à déclarer que, si la gauche revenait au pouvoir, « elle garderait l'aspect territoire de la loi », c'est-à-dire toutes les fermetures d'hôpitaux, mais qu'elle remettrait en cause la place réservée aux élus. C'est dire si l'on peut attendre quoi que ce soit de ces gens-là.

Paul SOREL

• Hôpital de Brive-la-Gaillarde

Directeur et président de la CME abusent de leur pouvoir !

Quelques jours avant son départ en retraite, le directeur de l'hôpital de Brive refuse la titularisation d'une femme médecin anesthésiste. La commission médicale d'établissement (CME) a pourtant émis un avis favorable pour la titularisation de ce médecin, reconnue comme très professionnelle. Mais voilà, le directeur et le président de la CME défendent le projet de fusion entre l'hôpital de Brive et la

clinique privée Saint-Germain, et ce médecin y est opposée, à juste titre, et le fait savoir. Ce projet devrait en effet coûter 11 millions d'euros, dont 9 seraient consacrés à construire et équiper un bâtiment pour la clinique. Le tout payé avec l'argent public.

Le personnel fait circuler une pétition de soutien, et une grève a eu lieu au bloc. Dans le journal local *La Montagne* du 2 juillet, des médecins en colère relèvent

que « pour la première fois les raisons d'une non-titularisation d'un praticien hospitalier seraient liées à son opinion et non à ses compétences ».

Ceux qui se battent pour la titularisation immédiate de ce médecin ont raison, comme ceux qui sont opposés à la fusion hôpital-clinique. L'argent public doit être utilisé pour les services publics, et pas pour le privé.

Correspondant LO

• Hôpital de Guéret (Creuse)

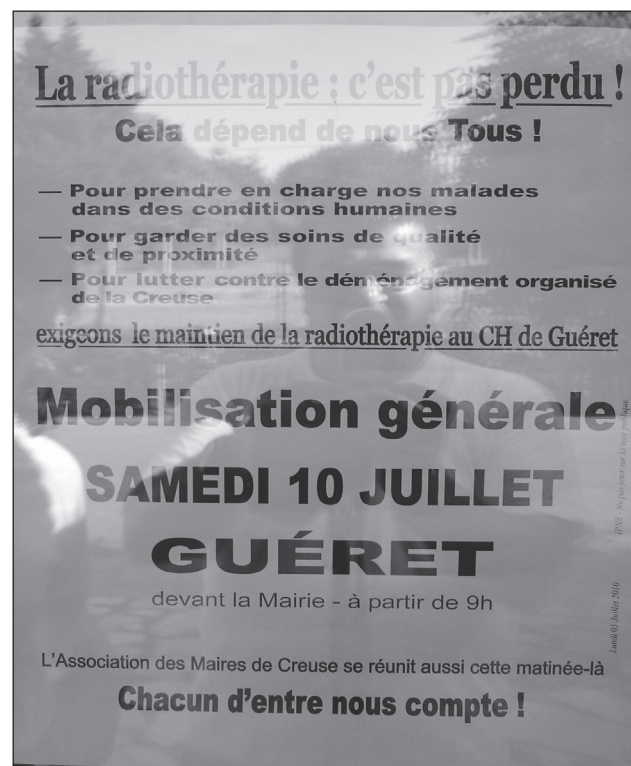
Fermeture de la Radiothérapie « Non à la Bachelothérapie ! »

Malgré la décision du tribunal administratif de Limoges, saisi en référé, de refuser de suspendre la fermeture de la Radiothérapie de l'hôpital de Guéret, la population du département de la Creuse ne désarme pas.

En décembre 2009, l'ARS (Agence régionale de santé) du Limousin annonçait la fermeture de ce service pour de prétendues raisons de « sécurité », invoquant tantôt un nombre de patients trop faible, tantôt l'existence d'un seul accumulateur de particules. Depuis, le personnel de l'hôpital, la

participeront plus à aucune réunion de la préfecture et n'inviteront plus ses représentants aux leurs, ils ne siégeront plus nulle part aux côtés des représentants de l'État et ne répondront plus aux questionnaires et enquêtes.

Ils lancent une campagne de cartes postales pétitions



population et les élus locaux ont multiplié les actions: réunions publiques, délégations massives à l'ARS de Limoges, manifestations. Le député de droite est même allé interpellé Roselyne Bachelot et a dormi quelques nuits sur la moquette du ministère.

Le service de radiothérapie a tout de même fermé ses portes le 30 juin, obligeant les patients atteints de cancers à faire, parfois quotidiennement, des heures de voyage pour se faire soigner dans des centres déjà saturés, avec des délais d'attente importants.

Samedi 10 juillet, l'Association des maires de la Creuse avait appelé à une assemblée générale des élus: 400 à 500 d'entre eux se sont retrouvés dans la mairie de Guéret, tandis que 300 manifestants se rassemblaient sur la place du marché aux cris de « *La Radiothérapie à Guéret !* », « *Non à la Bachelothérapie !* ».

À l'unanimité des présents, soit plus de deux tiers de l'ensemble des élus du département, ceux-ci ont décidé de rompre toutes relations avec les services de l'État: ils ne

diffusées à 100 000 exemplaires dans tout le département, qui compte 125 000 habitants, et espèrent réunir des dizaines de milliers de signatures d'ici septembre.

Une cellule de veille, destinée à aider les patients qui s'estiment mal soignés à porter plainte contre l'État, est également mise en place.

Enfin, si en septembre le service de radiothérapie n'est pas rouvert, les élus menacent de démissionner collectivement. Déjà fin 2004, à la suite de la fermeture de nombreux services publics en Creuse, postes, écoles, et de cinq trésoreries publiques d'un coup, les maires de la Creuse avaient démissionné en bloc. Et en février 2005, dans la petite ville de Guéret devenue un symbole, des milliers de manifestants venus de toutes les régions avaient défilé pour défendre les services publics.

La population et les élus de la Creuse n'acceptent pas cette nouvelle attaque contre la santé publique. Ils ont raison !

Correspondant LO

• Journée de solidarité

Deux milliards destinés aux personnes âgées... et détournés

Après la canicule de 2003, qui avait fait près de 15 000 morts en France, en majorité des personnes âgées seules ou isolées, le gouvernement Raffarin avait instauré une journée dite de solidarité – 0en fait une journée de travail non payée. Les salaires non versés étaient destinés, officiellement, à financer les actions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) en faveur des personnes âgées fragiles. Cette journée de solidarité a rapporté 2,29 milliards d'euros en 2008 et 2,21 milliards en 2009, et au total plus de dix

milliards en cinq ans.

Mais tout cet argent n'est pas allé, comme il avait été dit, aux personnes âgées fragiles. Le président de l'ADPA – Association des directeurs d'établissements et services à domicile pour personnes âgées –, reprenant les chiffres d'un rapport de l'Inspection générale des finances et de l'Inspection générale des affaires sociales rendu public début 2010, évalue à plus de deux milliards d'euros le montant cumulé des crédits de la CNSA détournés en fait vers les caisses de l'Assurance

maladie. Autrement dit environ 20 % des recettes du jour de solidarité seraient utilisés par le gouvernement pour boucher une partie du trou de la Sécurité sociale !

Ce détournement est d'autant plus choquant que, comme le souligne le président de l'ADPA qui a à plusieurs reprises tiré la sonnette d'alarme à ce sujet, les besoins des personnes âgées fragilisées, tant en ce qui concerne l'accueil dans des établissements que l'aide à domicile, sont loin d'être couverts.

Jean-Jacques LAMY

• Soitec – Bernin (Isère)

Une première victoire !

Le jeudi 1^{er} juillet, des salariés de Soitec à Bernin, en majorité le personnel ouvrier, se mettaient en grève pour demander 4 % d'augmentation de salaire avec un minimum de 100 euros.

Ils sont environ 200 à participer à ce mouvement. La direction de cette entreprise, qui se veut « high tech » (fabrication de plaques de silicium sur isolant), ne proposait que 2,7 %, et accordés seulement au mérite. Cela a déclenché la colère car en 2009 il a fallu supporter le chômage partiel, un plan de départs dit « volontaires ». La dernière provocation a été l'augmentation que les deux

dirigeants de l'entreprise se sont accordée: 88 et 68 % ainsi que le quadruplement de leur rémunération variable!

C'est avec le moral que les salariés ont accueilli les jérémiades et les menaces de la direction, même si c'est leur première grève depuis que cette usine existe, en 1992.

Ils se sont adressés à leurs collègues tout proches de STMicroelectronics, à Crolles, qui sont plusieurs milliers sur ce site et ont les mêmes problèmes salariaux.

Finalement, le 7 juillet, la direction reculait et les travailleurs ont pu mettre fin à leur grève sur un succès: 30 euros minimum sur les salaires, une



prime de 500 et 700 euros selon les catégories, un mini à 2,7 % et le paiement d'une partie des jours de grève.

Un coup d'essai qui montre la force des travailleurs en action.

Correspondant LO

• Heuliez – Cerizay (Deux-Sèvres)

L'État et la région subventionnent les licenciements

Le constructeur automobile Heuliez de Cerizay, dans les Deux-Sèvres, a été repris le 30 juin par un trio franco-allemand: BGI reprend les activités emboutissage et carrossage, tandis que Conenergy et Kohl reprennent les activités véhicule électrique.

Après le désistement pendant l'année écoulée de multiples repreneurs annoncés par Ségolène Royal ou Dominique Bussereau, dont l'escroc Louis Petiet, PDG du groupe BKC, les politiciens de droite comme

de gauche se réjouissent de cette reprise et se disputent pour s'en attribuer le mérite. Royal se vante d'avoir sauvé l'entreprise en assurant l'intérêt jusqu'à sa reprise, la région Poitou-Charentes qu'elle dirige en étant devenue actionnaire à 30 %, tandis qu'Estrosi, le ministre de l'Industrie, a promis une aide de 10 millions d'euros de la part de l'État, et met au défi la région dirigée par Royal – qu'il traite de « truqueuse et menteuse » – d'en aligner autant.

Cette satisfaction indécente, sur fond de querelles et de cinéma, est à l'opposé de l'état d'esprit des travailleurs de l'entreprise. Chez les 600 salariés restants (400 sur 1000 avaient déjà été licenciés en 2009), l'angoisse domine dans l'attente de l'arrivée de 127 lettres de licenciement, sans que l'on sache quels sont les emplois menacés.

Sont indécentes aussi ces subventions publiques à des repreneurs riches à millions, qui avaient pourtant annoncé leur intention de licencier.

D'autant plus que même les emplois maintenus pour le moment n'ont aucune garantie de l'être dans l'avenir.

La fortune des anciens propriétaires, la famille Quéveau, qui se monte à une centaine de millions d'euros, doit être mise à contribution pour maintenir l'emploi. Et les licenciements doivent être interdits aux nouveaux propriétaires, sous peine de réquisition de l'entreprise qu'ils viennent d'acquérir.

Correspondant LO

• AXA Life, compagnie d'assurance-vie (Royaume-Uni)

Le secteur de l'assurance-vie « consolidé » sur le dos des salariés

Les 2 200 salariés d'AXA Life, la branche assurance-vie d'axa Royaume-Uni, sont inquiets et ils ont de bonnes raisons de l'être. Le PDG du groupe AXA, Henri de Castries, vient de vendre l'entreprise — et eux par la même occasion — pour 3,3 milliards d'euros au groupe Resolution.

Les négociateurs d'AXA et de Resolution se sont évidemment surtout préoccupés des intérêts des actionnaires. Résultat: les employés n'ont aucune garantie que leur emploi sera maintenu; ils devront adhérer au régime de retraite de Resolution, qui est deux fois moins favorable que celui d'AXA. Quant à leur avenir, il est tout tracé: ils seront

revendus encore une fois dans trois ans, car le seul but du PDG de Resolution est de constituer rapidement un nouveau groupe autour d'AXA Life en achetant d'autres compagnies (il en aurait neuf dans le collimateur!), de réorganiser la société ainsi créée en licenciant, en supprimant les doublons, etc., puis de la revendre en empochant un coquet bénéfice — qui plus est exempt d'impôts puisque Resolution est basée dans le paradis fiscal de Guernesey!

Le fondateur de Resolution, Clive Cowdery, est aujourd'hui très populaire dans le monde de la finance britannique. Il s'est fait connaître en 2004 quand, avec l'argent que lui avaient prêté divers investisseurs institutionnels (notamment des

assureurs), il a racheté plusieurs compagnies d'assurance, les a réorganisées de façon à dégager un profit moyen de 28 % par an, puis a cédé le tout en 2007 au groupe d'assurances Pearl, pour près de 6 milliards d'euros — avec, à la clé, une prime de 200 millions d'euros pour lui.

C'est donc en toute connaissance de cause que la direction d'AXA, après avoir demandé aux employés d'AXA Life de faire des heures supplémentaires non payées pour « sauver l'entreprise », s'acoquinent aujourd'hui avec Cowdery. Assureurs, banquiers et financiers sont d'accord pour aider ce requin de la finance à « consolider », comme ils disent, le secteur des assurances — c'est-à-dire, à augmenter leurs

bénéfices.

Le tour de passe-passe de Cowdery ne crée aucune richesse. Il lui permet simplement de mettre la main sur une entreprise à revendre plus tard avec profit. De son côté, AXA récupère de l'argent frais à investir ailleurs.

Et quand de Castries dit se soucier des conséquences humaines de sa décision, il ne ment pas. Mais les seules conséquences « humaines » qui le préoccupent, lui et ses semblables, sont celles qui affectent leur portefeuille... à moins que l'inquiétude des travailleurs se transforme en colère et qu'ils donnent un grand coup de pied « consolidé » dans ce château de cartes truquées.

Correspondant LO

• Hispano-Suiza – Colombes (Hauts-de-Seine)

La direction profite de nos camarades polonais

Hispano-Suiza est un équipementier aéronautique au sein du groupe Safran, spécialisé dans la transmission de puissance et l'hydromécanique. Lors des pluies diluviennes du mois dernier, la filiale polonaise Hispano-Suiza Polska située à Sedziszow s'est retrouvée inondée, toute la région étant sinistrée.

Pour Safran, il n'était pas question de laisser une de ses filiales accumuler des retards de livraisons de pignons et carters, c'est pourquoi elle a mis sur pied un véritable pont aérien logistique.

Une partie de l'activité a été transférée sur le site de Colombes, avec notamment l'arrivée d'une trentaine de salariés polonais (une soixantaine sont prévus), jusqu'au redémarrage de l'usine de Sedziszow. Par ailleurs une soixantaine d'autres salariés du groupe Snecma sont sollicités pour prêter main-forte.

Si la direction n'a pas hésité à mettre des moyens techniques importants pour assurer les livraisons, sur l'aspect humain elle ne s'est vraiment pas foulée!

L'endroit dans lequel nos camarades de Pologne ont été logés tenait plus du taudis que de l'hôtel, avec souris et cafards au programme. Devant les réactions indignées des syndicats, la direction a finalement trouvé un hôtel plus approprié.

Concernant l'attitude de la direction d'Hispano-Suiza Polska, au niveau de la mesquinerie cette dernière n'a rien à envier à celle de Colombes. En effet, le CE de Colombes a décidé la gratuité des repas pour nos camarades polonais. Eh bien, la direction polonaise a décidé de retirer à chaque salarié 13 euros sur les 45 euros journaliers donnés au titre de l'indemnité d'éloignement.

« À mesquin, mesquin et demi », voilà la devise des patrons de Safran qui, par-delà les frontières, savent s'entendre sur notre dos. Notre devise à nous est: « même patron, même combat! »

Correspondant LO

Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre

Cet été encore, les militants de Lutte Ouvrière sillonnent les routes du pays, faisant chaque jour étape dans des villes différentes pour discuter avec leurs habitants.

Le gouvernement fait payer aux travailleurs, aux chômeurs, aux retraités, la crise dans laquelle s'enfonce le système capitaliste et dont ils ne sont pas responsables. Ils le paient par le chômage qui ne cesse d'augmenter, par la baisse de leurs revenus et, maintenant, de certaines allocations qui aidaient un peu les plus démunis. Ils le paient par la dégradation des services publics, l'État étant le premier à créer du chômage. Moins de fonctionnaires, cela veut dire moins d'enseignants, moins d'infirmières, cela veut dire des services hospitaliers, des maternités, des bureaux de poste ou des gares qui ferment, etc. Et l'offensive contre les

travailleurs se poursuit avec les attaques contre les retraites.

L'État s'est endetté pour voler au secours des grandes banques qui sont à l'origine de la crise, pour donner des milliards aux grosses entreprises et aux riches parasites, sous forme de subventions, de baisse des impôts ou des cotisations sociales. Il présente maintenant la note à ceux qui ne vivent que de leur travail, plongeant des milliers de famille dans la misère tandis que des villes, voire des régions entières, sont sinistrées.

Mais que les travailleurs s'usent à la tâche et que les plus pauvres courbent le dos pour permettre à la classe capitaliste d'accumuler encore plus de richesses n'est pas une fatalité. Pour l'instant, ce sont les possédants qui dictent leur loi, au travers de gouvernements tout à leur service. Mais les



travailleurs ont pour eux le nombre, leur utilité sociale car, lorsqu'ils s'arrêtent, plus rien ne marche. Ils ont les moyens de se faire craindre et de faire

payer la crise par ceux qui l'ont provoquée et ceux qui en tirent profit.

C'est de tout cela que les militants de Lutte Ouvrière

souhaitent discuter avec vous.

Vous trouverez ci-dessous les villes où ils feront étape pendant la prochaine quinzaine.



Pas-de-Calais - Somme - Nord

Jeudi 15 juillet: Amiens (Somme)
Vendredi 16 juillet: Arras (Pas-de-Calais)
Samedi 17 juillet: Cambrai (Nord)

Seine-et-Marne

Jeudi 15 juillet: Nemours (Seine-et-Marne)
Vendredi 16 juillet: Montargis (Loiret)
Samedi 17 juillet: Melun (Seine-et-Marne)

Haute-Normandie - Baie de Somme

Lundi 19 juillet: Dieppe (Seine-Maritime)
Mardi 20 juillet: Barentin (Seine-Maritime)
Mercredi 21 juillet: Maromme (Seine-Maritime)
Jeudi 22 juillet: Blangy-sur-Bresle (Seine-Maritime)
Vendredi 23 juillet: Le Tréport (Seine-Maritime)

Samedi 24 juillet: Abbeville (Somme)

Région havraise

Lundi 19 juillet: Le Havre (Seine-Maritime)
Mardi 20 juillet: Gonfreville-L'Orcher et Harfleur (Seine-Maritime)
Mercredi 21 juillet: Lillebonne (Seine-Maritime)
Jeudi 22 juillet: Fécamp (Seine-Maritime)
Vendredi 23 juillet: Bolbec (Seine-Maritime)
Samedi 24 juillet: Le Havre (Seine-Maritime)

Alsace

Lundi 19 juillet: Mulhouse (Haut-Rhin)
Mardi 20 juillet: Sélestat (Bas-Rhin)
Mercredi 21 juillet: Colmar (Haut-Rhin)
Jeudi 22 juillet: Schiltigheim (Bas-Rhin)
Vendredi 23 juillet: Haguenau (Bas-Rhin)

Samedi 24 juillet: Strasbourg et Illkirch-Graffenstaden (Bas-Rhin)

Lot-et-Garonne et Gironde

Lundi 19 juillet: Agen (Lot-et-Garonne)
Mardi 20 juillet: Marmande (Lot-et-Garonne)

Mercredi 21 juillet: Libourne (Gironde)
Jeudi 22 juillet: Bordeaux-nord (Gironde)
Vendredi 23 juillet: Langon (Gironde)
Samedi 24 juillet: Bordeaux-centre (Gironde)

Champagne

Lundi 26 juillet: Châlons-en-Champagne (Marne)
Mardi 27 juillet: Épernay (Marne)
Mercredi 28 juillet: Troyes (Aube)
Jeudi 29 juillet: Bar-le-Duc (Meuse)
Vendredi 30 juillet: Chaumont (Haute-Marne)
Samedi 31 juillet: Saint-Dizier (Haute-Marne)

Centre-Allier

Lundi 26 juillet: Vierzon (Cher)
Mardi 27 juillet: Châteauroux (Indre)
Mercredi 28 juillet: Montluçon (Allier)
Jeudi 29 juillet: Vichy (Allier)

Vendredi 30 juillet: Moulins (Allier)
Samedi 31 juillet: Nevers (Nièvre)

Nord

Lundi 26 juillet: Valenciennes (Nord)
Mardi 27 juillet: Denain et Anzin (Nord)
Mercredi 28 juillet: Maubeuge et Ferrières-la-Grande (Nord)
Jeudi 29 juillet: Béthune (Pas-de-Calais)
Vendredi 30 juillet: Douai et Sin-le-Noble (Nord)
Samedi 31 juillet: Lens (Pas-de-Calais)

Provence

Lundi 26 juillet: Avignon (Vaucluse)
Mardi 27 juillet: Nîmes (Gard)
Mercredi 28 juillet: Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône)
Jeudi 29 juillet: Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône)
Vendredi 30 juillet: Vitrolles (Bouches-du-Rhône)
Samedi 31 juillet: Arles (Bouches-du-Rhône)

